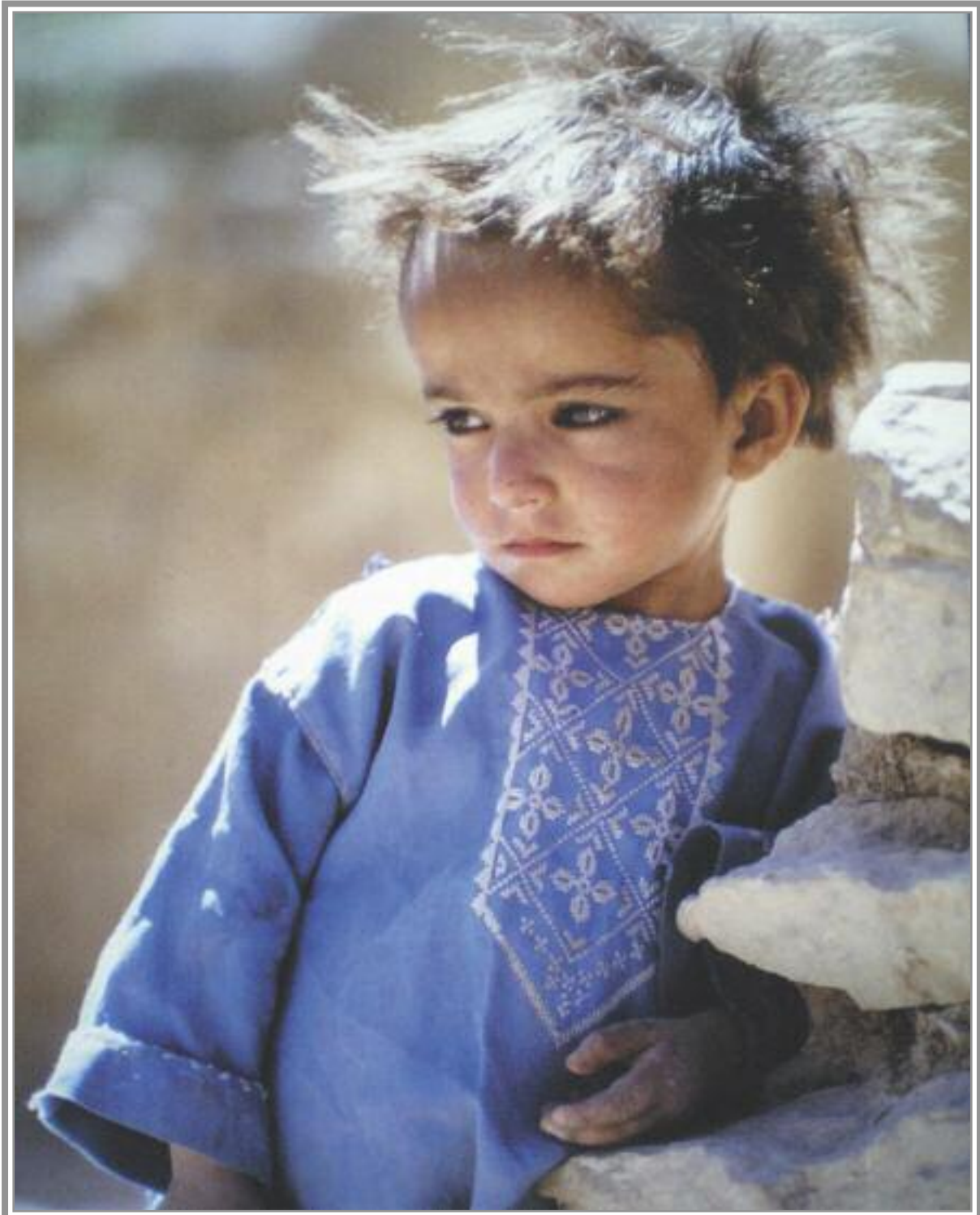




## **AFGHANISTAN : L'ENJEU DE LA SOLIDARITÉ**



# S O M M A I R E



3

Editorial : L'enjeu de la **solidarité**

4

Afghanistan : **les données essentielles**

6

L'accès à l'eau et l'assainissement à Kaboul :  
**radiographie d'une question vitale**

14

L'enjeu de la sécurité alimentaire en Afghanistan :  
**analyse et recommandations pour une réponse adaptée**

20

**SOLIDARITES** : 28 ans d'action en **Afghanistan**

23

Présentation de **SOLIDARITES**

24

Contacts **SOLIDARITES**

## MERCI À NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES EN AFGHANISTAN

- Union Européenne (DG ECHO, EuropeAid)
- Nations Unies (UNAMA, PAM, FAO, UNOPS, UNICEF)
- Autres agences ou organisations : Ministère Français des Affaires Etrangères/DAH, IOM (International Organization for Migration), DFID (Department For International Development – Coopération britannique), MRRD (Ministère Afghani du développement rural), JICA (Japan International Cooperation Agency – Coopération japonaise), la Coopération suisse (Swiss Development Cooperation – SDC), NZ Aid (Coopération Néo-Zélandaise), CIDA (Canadian International Development Agency - Coopération canadienne), Helvetas (ONG Suisse).

Supplément au N°59 de la revue trimestrielle de SOLIDARITES, juin 2008

N° COMMISSION PARITAIRE : 0910 H 8781

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Boinet

COORDINATEUR : Pierre Brunet

CONCEPTION GRAPHIQUE : Belenos

IMPRIMÉ EN FRANCE : imprimerie L.Imprime

TIRAGE : 2 500 exemplaires

Merci à Anne-Sophie Arnoux, Gaylord Robin, Benoît Sourisseau, Typhaine Gendron et Sophie Ghaleb, ainsi qu'aux membres de la mission Afghanistan et du siège de l'association qui ont contribué à ce Rapport.

**SOLIDARITES** - 50 rue Klock 92110 Clichy la-Garenne  
Tél. standard : 01 80 21 05 05 - Fax : 01 80 21 05 99

Pour en savoir plus sur SOLIDARITES : [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)

Photo couverture : Alain Boinet/SOLIDARITES

## L'enjeu de la solidarité



Hien Lam Duc/SOLIDARITES

Une nouvelle fois l'Afghanistan est à la croisée des chemins. Depuis 30 ans, toutes les occasions de paix ont été perdues.

Aujourd'hui, la situation est fort contrastée. D'une part, des progrès énormes ont été réalisés en matière de routes, de santé, d'éducation ou dans le domaine des institutions. Mais, simultanément, il y a des problèmes considérables, comme l'insécurité qui dure et semble s'étendre, la production record de la drogue, la corruption, la mauvaise gouvernance.

Force est de constater les limites de la politique actuelle, et le risque qu'il y aurait à continuer comme si tout allait bien.

Déjà de multiples risques de fractures apparaissent : entre le Nord et le Sud du pays, entre Kaboul, les grandes villes et les campagnes, entre les très pauvres et les très riches.

Le renforcement d'une présence militaire étrangère a certes des raisons, mais aussi des limites, et l'option du tout militaire semble être une impasse, en l'absence de solution politique.

L'Afghanistan est de surcroît confronté aujourd'hui à deux défis majeurs, celui de la confiance de la population dans l'avenir, et celui d'une très grave crise alimentaire qui nécessite des mesures d'urgence.

Aussi, nous préconisons particulièrement :

- Une plus grande aide directe à la population, aux plus pauvres, et une priorité accordée aux agriculteurs qui nourrissent la population.
- Une reconnaissance et des responsabilités attribuées aux communautés villageoises, dans le respect des structures sociales et religieuses.
- La recherche d'une solution politique qui réconcilie la grande majorité des Afghans.

Les organisations humanitaires, comme SOLIDARITES engagée depuis 28 ans en Afghanistan, ont toujours la responsabilité d'assumer une aide humanitaire et à la reconstruction, dont le succès final dépendra aussi d'une solution globale qui conduise à terme à la paix et au développement durable, que nous espérons avec la population afghane.

C'est tout l'enjeu de la Conférence Internationale sur l'Afghanistan à Paris le 12 juin, à laquelle la communauté internationale doit apporter des réponses, des ressources et des engagements.



Alain Boinet.  
*Directeur général et fondateur.*  
[aboinet@solidarites.org](mailto:aboinet@solidarites.org)

# Afghanistan : les données essentielles

Comprendre la situation de l'Afghanistan, c'est, avant tout, connaître les chiffres et les données qui expriment la nature du pays, et la réalité quotidienne de ses habitants :



## PRÉSENTATION GÉNÉRALE

### Nom officiel :

République Islamique d'Afghanistan.

**Superficie :** 652 090 km<sup>2</sup>

### Population :

25,1 millions selon le Rapport du PNUD 2007-2008 ; 29 millions selon les estimations les plus hautes.

### Pourcentage de la population urbaine (2004) :

24% (OMS-UNICEF, JMP \*)

### Pourcentage de la population rurale (2004) :

76% (OMS-UNICEF, JMP \*)

**Capitale :** Kaboul

### Religions :

80% de Musulmans sunnites et 20 % de Musulmans chiites

### Langues officielles :

persan (Farsi), pachtou.

### Autres langues d'usage courant :

ouzbek, turkmène

### Monnaie :

afghani (77 pour 1 € en mai 2008).

### Croissance démographique (2002-2015) :

3,4 % par an.

### Taux de fertilité :

7.5 enfants/femme (Rapport du PNUD 2007-2008)

### Espérance de vie (en années) :

42.9 ans (rapport du PNUD 2007-2008)

### Mortalité infantile :

135 pour 1 000 (UNICEF, 2007)

### Mortalité en dessous de 5 ans :

257 pour 1 000 (UNICEF, 2007)

### Taux d'alphabétisation des plus de 15 ans (1995-2005) :

28% (rapport du PNUD 2007-2008)

### Taux de scolarisation combiné pour l'éducation primaire, secondaire et supérieure (2005) :

42,8%

### PIB : 7 milliards de dollars hors production d'opium (2006)

### PIB/hab. (en parité de pouvoir d'achat, 2005) :

930 \$

### Part des principaux secteurs dans le PIB :

Agriculture : 48,5 %, Industrie : 21,3 %, Services : 30,2 %

### Economie informelle (en % du PNB) :

90%. Production et trafic d'opium, d'héroïne, de morphine, représentant 60 % du PIB licite et occupant environ 10 % des terres cultivables. Part de la production mondiale d'opium en 2007 : 93% pour une production de 8 200 tonnes ; en 2007, un hec-

tare de pavot rapportait 4 500 dollars, contre 500 dollars pour un hectare de blé, et les revenus des cultivateurs représentaient 1 milliard de dollars au niveau du pays (source : UNODC – United Nations Office on Drugs and Crime).

#### **DONNÉES COMPLÉMENTAIRES :**

Pourcentage de la population ayant accès à des sources d'eau potable améliorée : 39% (OMS-UNICEF, JMP\*)

Pourcentage de la population utilisant des systèmes d'assainissement améliorés : 34% (OMS-UNICEF, JMP\*)

Selon l'UNICEF, en 2005, 26,2 % de la population (estimée à 4 millions d'habitants) de Kaboul n'avait pas accès à l'eau potable.

Selon le Rapport 2007 sur le développement humain publié par les Nations Unies, 30 % des Afghans ne mangent pas à leur faim, 50 % des enfants ont

un poids en dessous de la normale, et 70 % de la population n'a pas accès à l'eau potable.

**Nombre d'habitants pour 1 médecin : 50 000**

**Selon un rapport récent d'ACBAR (Agency Coordinating Body for an Afghan Relief), qui est une structure de coordination regroupant une centaine d'ONG internationales (dont SOLIDARITES) et afghanes intervenant en Afghanistan :**

- L'assistance internationale représente 90 % des dépenses publiques de l'Afghanistan

- La communauté internationale s'est engagée à affecter près de 25 milliards de dollars à l'Afghanistan depuis 2001 ; pourtant, seuls 15 milliards ont jusqu'à présent été versés, ce qui représente un déficit de près de 10 milliards de dollars qui étaient

promis pour la période 2002-2008, soit l'équivalent de 30 fois le budget annuel afghan de l'éducation.

- Les deux tiers de l'aide versée à l'Afghanistan ne passent pas par le gouvernement afghan.

- On estime à 40 % le pourcentage de l'aide versée qui revient aux pays contributeurs, sous forme de profits d'entreprises et de salaires de consultants.

- L'armée américaine dépense près de 100 millions de dollars par jour en Afghanistan pour ses activités militaires, alors que l'aide versée ne représente que 7 millions de dollars par jour.

Source : Matt Waldman, Falling Short Aid Effectiveness in Afghanistan, ACBAR Advocacy Series, mars 2008

Site de ACBAR : <http://www.acbar.org/>

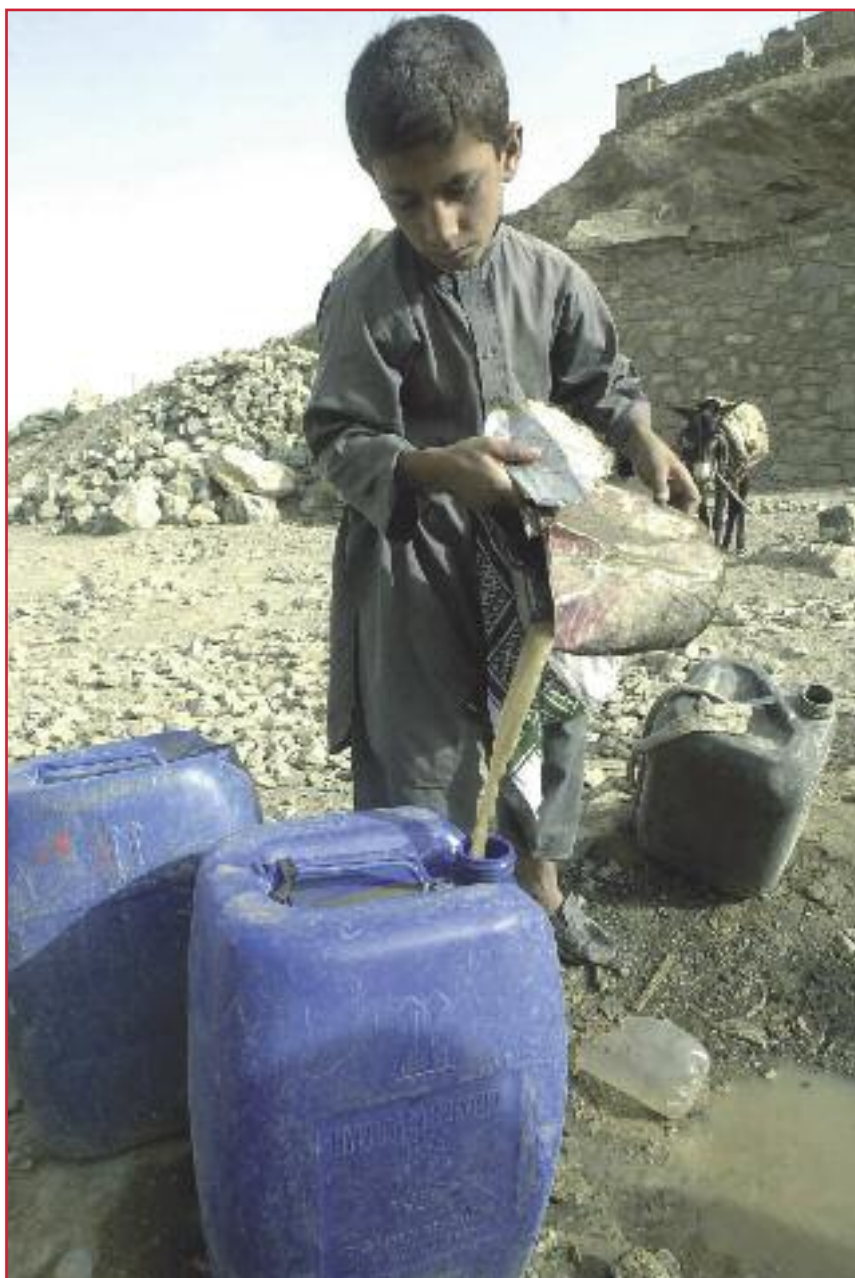
(\*) JMP : Joint Monitoring Programme OMS-UNICEF.



# L'accès à l'eau et l'assainissement radiographie d'une question vitale

Anne-Sophie Arnoux a été responsable pour SOLIDARITES des programmes d'accès à l'eau et l'assainissement à Kaboul, de novembre 2005 à juin 2007. Forte de son

expérience de terrain, elle livre ici l'analyse détaillée, exemples à l'appui, d'une problématique complexe, et des recommandations pour y apporter les réponses adaptées.



D.R.

Corvée d'eau à Kaboul : quand boire est source de maladies

## CONTEXTE ET CAUSES : GUERRE, ABSENCE D'INVESTISSEMENT ET CROISSANCE ANARCHIQUE

Les guerres en Afghanistan entre 1979 et 2001 ont détruit une large partie de Kaboul et, en particulier, les infrastructures hydrauliques. Parallèlement, durant les 20 dernières années, les investissements dans les infrastructures d'eau et assainissement ont été réduits au minimum, engendrant une dégradation des infrastructures existantes. A cette situation, s'ajoute ces dernières années une forte augmentation de la population, en raison de l'arrivée de retournés et de déplacés, ainsi que de l'exode rural. En 2004, la population de la ville était de 1,7 million d'habitants, elle en compte désormais près de 4 millions. D'où une très forte pression sur une ressource en eau déjà fragile.

Au niveau de la situation en eau et assainissement, on peut différencier deux types de quartiers : ceux compris dans le plan d'urbanisation de la ville (zone du Master Plan, dont la 1re version date de 1974) et les quartiers dits « non officiels » (qui sont principalement des nouveaux quartiers où se sont installés les retournés).

# à Kaboul :



CATHERINE POWELLS/SOLIDARITES

File d'attente devant une pompe à main installée par SOLIDARITES dans un quartier défavorisé de Kaboul

Dans l'ensemble des quartiers de Kaboul (hors Master Plan et zones du Master Plan), la situation générale de la ville entraîne des taux importants de maladies hydriques (diarrhée, dysenterie, fièvre typhoïde et même paludisme et choléra).

## L'URGENCE DE L'ACCÈS À L'EAU DANS LES ZONES NON-OFFICIELLES

La situation relève de l'urgence dans les quartiers hors Master Plan. Ces quartiers

ne bénéficient pas des mesures officielles, visant à améliorer sur 15 ans les infrastructures publiques de distribution d'eau (il faut noter par ailleurs qu'il n'y a aucun concept de développement du système d'approvisionnement en eau de la ville après 2015, alors que beaucoup de besoins resteront à cette date insatisfaits : en effet, le Master Plan couvre seulement une zone abritant près de 2 millions d'habitants sur les 4 millions vivants dans la ville).

Ces quartiers sont peuplés de personnes en situation vulnérable : la plupart sont retournés, population majoritairement

ouvrière et taux de chômage élevé, manque d'abris (certaines familles vivent sous tentes en attendant de reconstruire), nombre important de veuves et d'orphelins...

Il s'agit soit de nouveaux quartiers construits dans l'extension de la ville, ne bénéficiant d'aucune installation sanitaire publique, soit d'anciens quartiers fortement détruits où la population est d'autant plus vulnérable. En effet, n'ayant pas la possibilité de construire une nouvelle maison, les familles vivent souvent dans des maisons partiellement

détruites (comme à Qala-e-Wahid, District 5).

Dans ces zones dites « non-officielles », les moyens d'accès à l'eau sont les puits privés (la plupart sont ouverts), les « Karez » (canaux souterrains) / rivières, les forages équipés de pompe à main (où le temps d'attente est parfois de plusieurs heures), les systèmes de réseaux autonomes, ou encore un approvisionnement par camion. Les familles les plus aisées installent des pompes privées dans leur parcelle.

Prenons le cas du quartier de Sar-e-Karez (District 5), où SOLIDARITES est intervenue en 2007-2008 : il existe dans ce secteur une station de pompage desservant les quartiers du centre-ville, sans pour autant alimenter la population de ce quartier. La population a branché, de façon illicite, 4 robinets sur la conduite de distribution. Cependant, avant l'intervention de SOLIDARITES, la majorité des ménages s'approvisionnait au niveau du Karez qui traverse le quartier.

Concernant les nouveaux quartiers, il est nécessaire de construire des infrastructures hydrauliques à faible coût. Sharek-e-Safa (District 13, périphérie ouest) est par exemple un quartier densément peuplé apparu en 2004 avec l'arrivée des retournés. En 2005, la seule ressource en eau utilisée par la population était des puits privés, dont la plupart tarissent en saison sèche. De plus, la majorité de ces puits sont pollués (non couvert). En outre, la multiplication des puits privés augmente les risques de pollution de la nappe phréatique. Il n'y a pas d'électricité dans ce quartier, ce qui rend difficile la mise en place d'un réseau d'eau autonome (type forage, pompe immergée et réseau de distribution), la population étant dans l'incapacité de cotiser pour payer l'eau (frais importants liés à l'achat de carburant). Ainsi, entre 2005 et 2007, SOLIDARITES a installé à Sha-

rek-e-Safa des forages équipés de pompes à main. Ceci a permis d'approvisionner en eau l'ensemble de la population de la zone, en quantité et qualité suffisante. La réponse apportée reste une réponse d'urgence. A terme, il est fortement souhaitable que ce quartier soit inclus dans le plan d'urbanisation de la ville et soit approvisionné en eau via le futur réseau d'eau municipal (qui sera alimenté par des forages profonds situés à l'extérieur de la ville) car la ressource en eau reste limitée.

Il faut ajouter que la forte augmentation de population fait que Kaboul s'étend aussi sur les collines qui l'entou-

rent. Dans ces quartiers situés en hauteur, il est difficile d'installer des pompes à main. En effet, hormis les difficultés d'accessibilité s'ajoute le problème de la profondeur des nappes aquifères.

Dans les anciens quartiers, il est nécessaire de réhabiliter les infrastructures existantes comme à Dogh Abad (District 7, périphérie Sud). En 2005, la seule ressource en eau disponible pour la population était son réseau d'eau, qui présentait des défauts de conception, à l'origine de dysfonctionnements. Entre 2005 et 2006, SOLIDARITES est intervenue sur ce réseau en y installant un réservoir surélevé. Ceci a permis d'amé-



Forage profond réalisé par SOLIDARITES à Kaboul



D.R.

liorer de façon notable les quantités d'eau disponible pour la population.

### **L'ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT EN ZONES NON OFFICIELLES : ÉTAT DES LIEUX D'UNE SITUATION INÉGALEMENT CRITIQUE**

Au niveau de l'assainissement des quartiers situés en dehors de la zone couverte par le Master Plan, la majorité des familles disposent de latrines sèches ou à siphon d'eau. Ces latrines sont souvent une source de contamination, d'où la nécessité d'améliorer les modèles existants. Un bon exemple est celui du quartier de Qala-e-Wahid. La majorité

des familles vivant de ce secteur sont équipées de latrines sèches surélevées. Cependant, la plupart des fosses ne disposent pas de trappe de vidange. Ainsi, les eaux usées s'écoulent directement dans la rue et vont rejoindre le Karez (à noter qu'en 2007, 67 % de la population utilisait ce Karez pour la boisson). Entre 2007 et 2008, SOLIDARITES a entrepris la réhabilitation de latrines de démonstration. Le modèle « latrines sèches surélevées » a été amélioré. Parallèlement, un service d'assainissement a été formé et équipé, ayant pour objectif d'assurer la vidange des latrines de façon adaptée. Un site de décharge a été identifié avec l'autorité du District.

Les latrines sèches sont également courantes dans les zones semi-rurales de Kaboul comme à Kokor (District 13) où SOLIDARITES est intervenue en 2007. Dans ces quartiers, l'utilisation de ce type de latrines est moins problématique car les familles disposent souvent de terre pour épandre le compost. Après amélioration des latrines, il n'est pas forcément nécessaire de mettre en place un service d'assainissement. Par contre, il est important de sensibiliser la population sur la manipulation et l'utilisation du compost.

Dans certains quartiers de Kaboul, la population préfère utiliser des latrines à siphon d'eau (culture ethnique et habitudes prises à l'étranger). Ces latrines



Pompe à main installée par SOLIDARITES à Kaboul

nécessitent donc d'avoir de l'eau facilement disponible. Lorsque cela est le cas, l'avantage de ce type de latrines est qu'elles sont particulièrement hygiéniques. Néanmoins, deux problèmes reviennent de façon récurrente. Les fosses se situent dans la rue (domaine de l'état) et ne sont pas isolées (risque de pollution des nappes). Dans certains quartiers du District 13, nous avons aidé des familles à réaliser des fosses étanches. Parallèlement à ce genre d'ac-

tion, SOLIDARITES met en place des systèmes pour la vidange de ces latrines. A Sharek-e-Safa par exemple, le comité a été équipé d'un camion-vidange et des techniciens ont été formés à cette tâche.

Enfin, il y a très peu de points de collecte des déchets dans ces zones non-officielles. L'autorité du District est responsable de la collecte des déchets, mais le manque de moyens matériels et le manque de points de collecte rend cette

tâche difficile à assurer. Encore une fois, il est prévu d'implanter des nouveaux points de collecte uniquement dans des zones couvertes par le Master Plan. Dans les zones les plus rurales, le problème est moindre car les déchets sont majoritairement organiques et le reste est brûlé pour la cuisson des aliments. Dans les zones plus densément peuplées, les déchets s'entassent dans les quartiers, se mélangent à la boue, obstruent les canaux de drainage... A Qalae-Wahid par exemple, les maisons en ruine servent de décharge.

SOLIDARITES a mené un projet dans ce quartier incluant la construction de points de collecte. Parallèlement, un partenariat a été mis en place avec l'autorité du District. SOLIDARITES a soutenu cette autorité par l'apport de matériel et l'organisation d'une campagne conjointe de nettoyage des quartiers. De son côté, le District s'est engagé à collecter les déchets des points de collecte de façon régulière. Par contre, on compte peu de sites de déchargement des déchets dans la ville de Kaboul et ceux existants sont souvent inappropriés. Il est nécessaire de créer de nouvelles décharges ou centres de traitement des déchets et de recouvrir les anciens sites.

### **LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES D'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DANS LES ZONES OFFICIELLES : UN CHANTIER SANS MOYENS QUI NÉCESSITE PARFOIS DES RÉPONSES D'URGENCE**

Même si la situation est moins alarmante dans les zones couvertes par le plan d'urbanisation de la ville, les besoins en termes de reconstruction y restent importants. Les infrastructures ont non seulement été détériorées par

la guerre mais également par le manque d'entretien. Le CAWSS (Central Authority for Water Supply et Sewerage), rattaché au Ministère du Développement Urbain est responsable des infrastructures localisées dans les zones couvertes par le Master Plan mais n'a actuellement pas la capacité de prendre en charge l'ensemble des ouvrages. Ainsi, nombre de réseaux d'adduction ne sont pas entretenus, voire ne fonctionnent pas.

A Kaboul, les nappes aquifères sont de plus en plus polluées, en particulier par les eaux usées. La plupart des immeubles sont connectés à des fosses septiques, cependant, ces systèmes d'assainissement ne sont pas bien dimensionnés et par conséquent, les eaux usées sont rejetées sans aucun traitement.

**A noter que moins de 5 % des habitants sont connectés à un réseau d'assainissement.**

Il existe également une station d'épuration sur Kaboul, le WWTP de Macro-ayan (Waste Water Treatment Plant) qui reçoit les eaux usées de certains quartiers. Néanmoins actuellement, cette station ne fonctionne pas correctement (réhabilitation nécessaire), ce qui a pour conséquence que les eaux usées sont rejetées directement (sans traitement) dans la rivière Kaboul (utilisée par une partie de la population Kabouli). La forte augmentation de population et la perméabilité du sol n'ont fait qu'altérer la situation.

C'est le cas par exemple du quartier d'Awai Blocks (District 7) qui comprend

un complexe de 20 immeubles et quelques 200 maisons. L'ensemble des immeubles sont connectés à un réseau d'assainissement construit il y a plus de 25 ans. Actuellement, la station de pompage est défectueuse, ce qui a mené au blocage du réseau. Ainsi, les eaux usées ressortent au pied des immeubles et s'écoulent jusqu'à de grandes fosses d'eaux usées situées au milieu du quartier. Les eaux usées entourent également l'école et l'aire de jeux des enfants. Près de 80 m<sup>3</sup> d'eaux usées/jour s'accumulent ainsi dans le quartier. Quant aux maisons, elles ne sont pas toutes équipées de systèmes d'assainissement individuels, et certaines sont directement connectées aux « mares » d'eaux usées... Concernant l'approvisionnement en eau, le quartier est alimenté par un forage



L'aire de jeux des enfants du quartier d'Awai Blocks inondée par les eaux usées

situé au milieu du quartier. Par conséquent, les risques de pollution du forage sont importants et il n'existe aucun système de traitement de l'eau avant distribution. Dans le cadre de la mise en place du Master Plan, il est prévu une connexion à la station de Macrorayan, mais la mise en place de cette connexion prendra entre 5 et 10 ans d'après les experts de la Banque Mondiale et pour l'instant, la station de Macrorayan ne fonctionne pas de façon adéquate.

Il serait donc nécessaire de mener une action permettant de minimiser les risques sur le moyen terme : réhabiliter la fosse septique afin qu'elle fonctionne

correctement et mettre en place un système de traitement biologique sur site avant de rejeter les eaux traitées sur les terres agricoles. Par la suite, la connexion à la station de Macrorayan pourrait être mise en place.

Concernant la gestion des déchets dans les zones du Master Plan, le nombre de points de collecte reste insuffisant, même si la couverture est beaucoup plus importante que dans les zones non-officielles. Il existe seulement 3 décharges dans la ville dont 2 pleines. Ceci engendre une prolifération des mouches et des rongeurs. Dans le cadre du Master Plan, il est cependant prévu

de mettre en place de nouvelles décharges et de renforcer les capacités de transport de la Municipalité.

### **LE DÉVELOPPEMENT PAR L'IMPLICATION DES AUTORITÉS LOCALES : INVESTIR POUR RENFORCER LES MOYENS, FORMER LES HOMMES ET CLARIFIER LES TUTELLES.**

Afin de pérenniser l'action menée en matière d'accès à l'eau et d'assainissement, l'implication des autorités locales dans l'ensemble des projets est indispensable.

## **NOS PROGRAMMES D'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT EN AFGHANISTAN EN 2008**

### **Programmes d'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les districts vulnérables de Kaboul (districts 5, 6 et 13). Budget : 1 228 979 euros**

*L'objectif de ces programmes est de lutter contre les maladies d'origine hydrique (choléra, diarrhées, dysenterie, typhoïde) qui frappent les habitants des quartiers défavorisés de la capitale afghane, et en particulier les enfants. Ces familles sont souvent retournées d'Iran ou du Pakistan où elles s'étaient réfugiées, ou venues des campagnes vers la ville, afin de trouver un moyen de subsistance. Ces programmes prévoient, au bénéfice de 74 592 personnes :*

- Le forage de 212 puits profonds équipés de pompes à main
- La réhabilitation de 13 pompes à main
- La mise en place de 4 comités locaux de gestion de l'eau hygiène
- La formation de techniciens locaux
- La réhabilitation de 1 041 latrines
- La mise en place de dépotoirs à déchets et d'un système d'enlèvement des déchets.
- La distribution de 6 000 kits d'hygiène
- La formation de formateurs locaux à l'hygiène
- La tenue de sessions de sensibilisation et formation à l'hygiène dans les mosquées et les foyers
- La réhabilitation et le drainage de 4 100 m de route.

Concernant les zones incluses dans le plan d'urbanisation de la ville, il est nécessaire de renforcer les capacités (matérielles et en termes de formation) du CAWSS et de la Municipalité (unique responsable de la gestion des

déchets). Car actuellement, leur capacité d'action est limitée et cela ne favorisera pas la prise en charge future des installations situées dans les zones hors Master Plan. Dans les zones dites « illégales », il n'y a pas

d'autorité officielle en charge de l'eau et de l'assainissement. Actuellement, le principal interlocuteur est le MRRD (Ministère de la Réhabilitation et du Développement Rural), en particulier pour la mise en place de projet d'approvisionnement en eau. Cependant, cela reste flou dans le sens où, comme son nom l'indique, il est officiellement en charge des zones rurales. Les autorités des Districts (représentant la Municipalité) sont également souvent un bon appui, en particulier pour la mise en place de projet d'assainissement.

Il est donc important d'investir dans cette ville, en priorité dans les zones non-officielles, afin que les populations retournées puissent bénéficier d'installations sanitaires adéquates. Cependant, il est également nécessaire de s'impliquer dans la remise en fonctionnement des installations existantes (en particulier dans les zones du Master Plan). Car sans cela, il sera difficile pour les autorités locales de prendre en charge l'ensemble des infrastructures d'accès à l'eau et l'assainissement, celles situées dans les zones du Master Plan dans un premier temps, puis celles des quartiers jusqu'à présent officiellement non reconnues.

#### **POUR L'AVENIR : REDÉFINIR LE PLAN DE KABOUL ?**

A plus long terme, on peut souhaiter qu'il soit donné un statut officiel à l'ensemble des quartiers de Kaboul et que soit établi un nouveau plan d'urbanisation de la ville, bénéficiant cette fois-ci à l'ensemble de sa population.

■ Anne-Sophie Arnoux



# L'enjeu de la sécurité alimentaire en Afghanistan :

## analyse et recommandations pour une réponse adaptée

### ADAPTER L'ACTION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AUX SPÉCIFICITÉS LOCALES : L'EXEMPLE DE DEUX VALLÉES

Gaylord Robin a été responsable de projet pour SOLIDARITES à Kahmard et Saighan dans la province centrale du Hazaradjat de mai 2007 à février 2008. Il est actuellement coordinateur des programmes agricoles et de sécurité alimentaire.

Les contraintes agro-écologiques du centre de l'Afghanistan sont nombreuses et diffèrent d'une vallée à l'autre. L'altitude qui influence le climat, la disponibilité en eau et en terre irrigable ou encore l'éloignement du marché pour l'approvisionnement en intrants et l'écoulement des productions sont autant de facteurs qui influencent les systèmes de production agricole et les activités rurales en général. Une vallée de moyenne altitude comme celle de Kahmard (1 600 m), dont le bassin versant de récolte des eaux est immense et constitue une source d'alimentation en eau pour l'irrigation inépuisable, permet plusieurs cycles de culture par an sur une même parcelle. La clémence du climat permet la culture du blé et de la pomme de terre, mais aussi du riz, du maïs et des fruits comme l'abricot, la prune, l'amande, la pomme ou la noix. Dans la vallée voisine et parallèle de Saighan le manque d'eau est la première contrainte. En outre, l'altitude plus élevée (2 000 m) rend le climat plus rigoureux – les gelées précoces au printemps, au moment de la floraison des arbres, rend la production fruitière



plus risquée – et allonge les cycles de culture dans le temps, ne permettant qu'une culture par an. Dans les vallées comme celle de Saighan, l'élevage et les cultures pluviales d'altitude (dans les estives) ont un rôle prépondérant dans l'économie des familles ; elles sont alors d'autant plus vulnérables que les précipitations sont irrégulières, limitant les rendements des céréales pluviales et la productivité des pâturages, et que la pression démographique des hommes sur la terre et les ressources et de leurs animaux sur les pâturages s'accroît.

La population de ces deux vallées compte respectivement 45.000 et 35 000 habitants. La réponse de SOLIDARITES aux besoins de cette population doit se différencier selon les contraintes des deux vallées et selon l'évolution du contexte socio-économique propre à chacune. Suite à un projet mené de 2003 à 2006 dans cinq districts de la province de Bamyan, avec des activités diverses de soutien à l'agriculture, SOLIDARITES adapte des activités spécifiques à chaque vallée au fur et à mesure des renouvellements de projets. A Kahmard par exemple, SOLIDARITES dynamise le secteur de l'abricot sec, première source de revenu de la majorité des agriculteurs. A Saighan, SOLIDARITES accompagne techniquement le développement du secteur fruitier (pomme, amande, abricot) qui pourra devenir dans les années à venir une source de revenu intéressante. Le stockage hivernal de pommes en abri sous-terrain pour la vente au printemps sur le bazar principal du district voisin de Bamyan, comme cela se fait dans le Wardak à proximité de Kabul, est une piste à expérimenter. Au-delà de ce secteur particulier et en réponse à la vulnérabilité de la vallée de Saighan, SOLIDARITES planifie

## **NOS PROGRAMMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFGHANISTAN EN 2008**

### **Programme de développement rural dans le district de Yakawlang, province de Bamyan. Budget : 1 678 000 euros**

*Ce programme, commencé en septembre 2004, est prévu de s'achever en août 2008. Il est exemplaire d'une vision à long terme de notre action. Destiné à renforcer de façon durable la sécurité alimentaire des familles de paysans des régions enclavées de la zone de Yakawlang, dont le système de production agricole a été affecté par des années de guerre et de sécheresse, il prévoit :*

- *La réhabilitation d'infrastructures agricoles : réseaux d'irrigation, drainage de cours d'eau, digues, réservoirs, etc., au profit de 1 700 familles.*
- *La diffusion de pratiques par le biais de parcelles de démonstration, formations, diffusion de brochures et émissions sur radio locale, au profit de 6 000 agriculteurs.*
- *Le soutien au marché local : recherche de débouchés, distributions de semences et engrais, construction de marchés couverts, au profit de 8 000 personnes.*
- *Des microprojets : horticulture, construction de charrettes, installation de chauffage solaire, formations en maçonnerie et charpente, au profit de plus de 100 familles.*

### **Programme de développement de l'horticulture dans les districts de Kahmard et Saighan, province de Bamyan. Budget : 788 000 euros**

*Commencé en avril 2007, ce projet doit s'achever en janvier 2011. Il a pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire de familles rurales en leur offrant une source durable de revenus par le développement de l'horticulture pérenne (arbres fruitiers).*

*Le projet est structuré en deux composantes : 1/ le soutien technique à la production de fruits (abricots, amandes, poires) et 2/ la standardisation des procédés de séchage des fruits et l'organisation de la vente au niveau local pour renforcer le poids des agriculteurs dans la filière. 700 fermiers (dont 200 femmes) et 5 organisations locales d'agriculteurs bénéficient directement du projet.*

### **Programme de renforcement de la sécurité alimentaire des populations rurales vulnérables du district de Roy-e-Doab, province de Samangan au nord du pays. Budget : 440 000 euros**

*Un projet de sécurité alimentaire vise à rétablir la capacité de production agricole des populations isolées de ce district, victimes à la fois de la sécheresse en 2006 et des inondations en 2007, par la distribution d'intrants (à 4 700 familles) et la réhabilitation de terres et d'infrastructures d'irrigation.*

### **Programme de développement rural et de promotion de la démocratie locale du district de Roy-e-Doab, province de Samangan, en partenariat avec le gouvernement Afghan à travers le « National Solidarity Program » (NSP). Budget : 142 483 euros.**

*Ce projet prévoit, au profit de près de 95 000 personnes (ensemble de la population du district), la mise en place de 67 conseils communautaires masculins, et 67 conseils communautaires féminins, qui sont orientés et soutenus (appui technique, formation, mise à disposition de fonds) pour la réalisation de leurs propres projets.*

maintenant de travailler sur la gestion de l'eau, en parallèle d'activités de soutien à l'agriculture, et de gestion communautaire des pâturages, sur le modèle d'un projet pilote réalisé en 2007 dans le district de Yakawlang (en partenariat technique avec la FAO).

De ces deux exemples, retenons la spécificité de chaque vallée. Dans le cadre du lien urgence – réhabilitation – développement, SOLIDARITES fait le choix de définir sa stratégie de soutien à l'agriculture dans la durée. Car malgré la diversité de situations, le centre de l'Afghanistan est de manière générale très vulnérable. Si l'on replace l'action de SOLIDARITES dans le contexte actuel de la crise des prix alimentaires, on mesure l'importance de soutenir la production agricole du pays afin de renforcer les filières locales et nationales. Car si cette crise est généralisée ou « mondialisée », résultante de dysfonctionnements des marchés au niveau global, dans le cas spécifique de l'Afghanistan, elle est aussi structurelle. En effet, après 7 années de reconstruction, les filières agricoles souffrent d'une inefficience qui accentue encore l'impact de telles crises. L'Afghanistan est un pays agricole qui peut atteindre l'autosuffisance sur certains produits alimentaires de première

nécessité (pomme de terre, fruits) voire l'exportation (fruits secs).

L'enjeu est donc de taille. D'un côté, le soutien à des populations vulnérables en menant des activités variées, parfois très techniques. De l'autre, le soutien à l'économie nationale et à sa sta-

bilité par l'appui à la production agricole et le renforcement des filières. Dans ce cadre, SOLIDARITES doit continuer à travailler dans les vallées du centre de l'Afghanistan et planifier sa stratégie sur plusieurs années.

■ Gaylord Robin



Formation sur le greffage assuré par SOLIDARITES

## OPTIMISER L'ACTION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Benoit Sourisseau a été, de mai 2003 à mars 2007, responsable de projets de sécurité alimentaire pour SOLIDARITES en Afghanistan. Il formule ici des recommandations pour l'avenir.

### LE « CHAMP » DES PROJETS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE QUESTION ESSENTIELLE.

Les « champs » couverts par les projets humanitaires dans le domaine de la sécurité alimentaire sont, d'après l'expérience de SOLIDARITES, déterminants pour la pertinence de ceux-ci. Quelques remarques sur ce point :

1 / Le « mieux produire » en quantité (élévation des rendements) et qualité

(diversification des productions) reste plus que jamais d'actualité au regard de la hausse des prix des matières premières agricoles. Il faut continuer à former les producteurs à plus et mieux produire. Ce champ regroupe les activités de formation/expérimentation liées aux productions végétales et animales, mais aussi les infrastructures directement liées à la production agricole, telles que les ouvrages d'irrigations et le drainage de plaines alluviales.

2/ La mise en marché des produits agricoles reste une priorité majeure, à travers notamment l'appui à la structuration de filières courtes (ex : abricot, pomme de terre), et à l'approvisionnement d'intrants (ex : petit matériel, engrais). Il est nécessaire de continuer à développer les compétences dans les techniques de « post-récolte » pour augmenter la capacité de stockage et pour améliorer la conservation des productions



stockées (ex : pomme de terre, abricot, pomme) qui, avec du recul, semblent déterminantes pour le futur au regard de la crise actuelle des prix.

3/ La gestion des ressources naturelles apparaît plus que jamais cruciale si on souhaite équilibrer l'équation « hausse significative de la population rurale et finitude des ressources naturelles », notamment l'eau d'irrigation et les espaces naturels servant à la fois de pâture et de buissons pour la chauffe domestique. Ces problématiques vont à l'avenir devenir de plus en plus cruciales pour les populations usagères et les acteurs du développement/réhabilitation rural.

4/ L'amélioration durable de l'accès à l'eau potable doit rester une priorité des projets menés, tant en zones urbaines que rurales. Cet accès doit

être pensé et réalisé dans une optique de gestion à moyen terme et ce en partenariat avec le gouvernement afghan.

5/ Un aspect transversal mais très pertinent compte tenu de l'histoire sociale très tendue durant les 30 dernières années consiste en la promotion du lien social. Le succès d'événements type foires agricoles organisés par SOLIDARITES en 2006 et 2007 montre combien la société rurale a besoin « d'air » pour continuer à se structurer, construire des relations moins violentes et résister aux tentatives radicales.

#### **DURÉE ET LOCALISATION DES PROJETS**

Au regard des projets menés par SOLIDARITES depuis 2003, la durée

des projets joue un rôle prépondérant sur leur qualité et leur impact auprès des populations cibles. Par conséquent, il est important d'insister sur la nécessité de s'engager sur des projets de 3 ans (les tranches de 3 ans sont les mieux adaptées au contexte afghan).

Par ailleurs, et en terme de stratégie pour un impact maximal, il est important d'investir les moyens d'action humanitaires disponibles pour la sécurité alimentaire dans des zones calmes telles que par exemple la province de Bamyân. Celle-ci, occupant la première position à l'échelle du pays en terme de production de pomme de terre, est un territoire prépondérant au regard de la sécurité alimentaire nationale.

■ **Benoit Sourisseau**



SOLIDARITES

Pépinière d'arbres fruitiers mise en place par SOLIDARITES



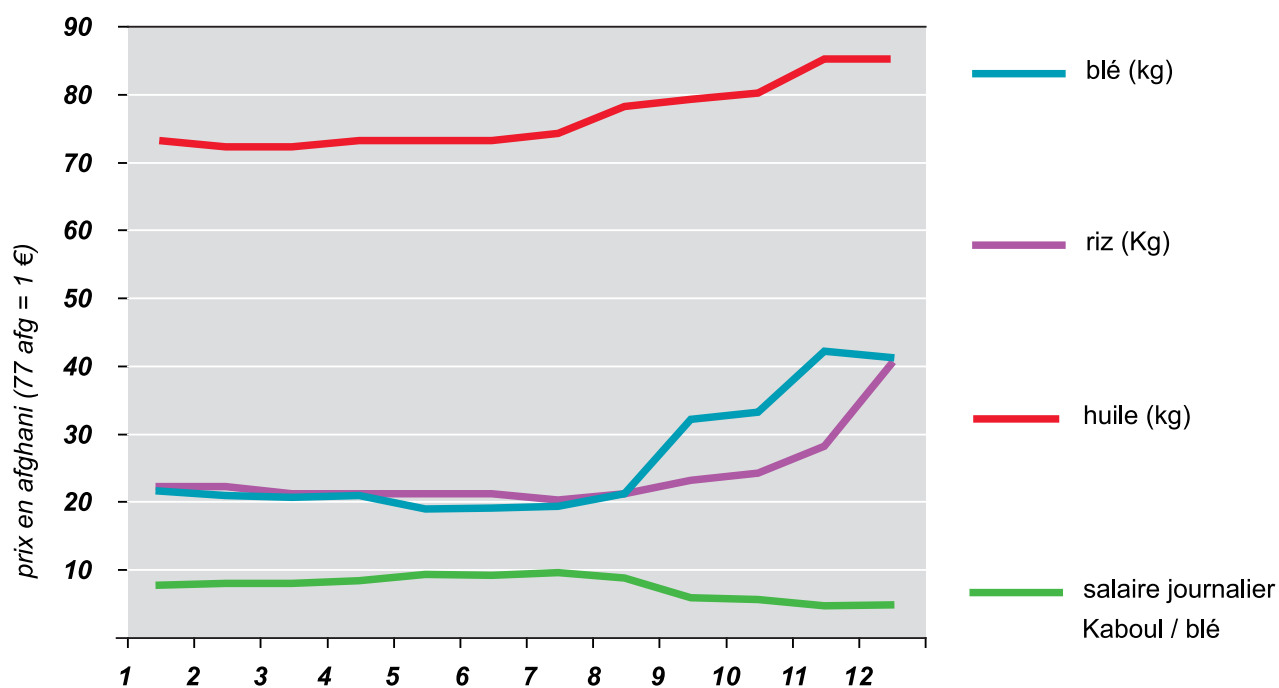
SOLIDARITES

Battage du blé

**POURQUOI LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST UN ENJEU CRUCIAL EN AFGHANISTAN :  
TABLEAU DE LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES DE BASE À KABOUL**

(Établi par Gaylord Robin pour SOLIDARITES à partir des informations fournies par le PAM (Programme Alimentaire Mondial).)

Prix hebdomadaires de quelques produits courants,  
du 1er février au 22 avril 2008, marché de Kaboul



# SOLIDARITES : 28 ans d'action en Afghanistan

De 1980 à aujourd'hui, SOLIDARITES intervient sans interruption en Afghanistan, adaptant en permanence son action aux besoins, de l'urgence à la reconstruction et à la relance de l'agriculture...



SOLIDARITES

Séchage des abricots

SOLIDARITES engage son action humanitaire en Afghanistan en 1980, peu après l'invasion soviétique de Noël 1979 qui durera 10 ans, causera la mort d'un million de personnes et obligera près de 6 millions d'Afghans à se réfugier en Iran ou au Pakistan. De 1980 à 1988, de nombreuses missions d'aide d'urgence, appelée « Caravanes de l'espoir » furent organisées. Simultanément, des programmes de soutien à long terme ont été mis en œuvre très tôt : réhabilitation des canaux d'irrigation au sud de Kandahar, soutien aux écoles de 1983 à 1987, programme agricole dès 1984 dans la province du Wardak. A cette époque et durant 10 ans, les équipes de SOLIDARITES entrent clandestinement en Afghanistan à partir du Pakistan pour secourir les populations affectées par la guerre dans de nombreuses provinces de ce pays qui va jouer un rôle décisif dans la naissance et l'histoire du mouvement humanitaire contemporain.

A partir de 1992, nous allons initier puis réaliser un vaste programme de relance des activités rurales dans la vallée de Jalrez situé à 50 km au sud ouest de Kaboul. Cet ambitieux programme, qui va s'échelonner sur une dizaine d'années, sera prolongé vers Bamyán et le Hazarajat et sera remis par nos soins avec ses installations au Ministère de l'Agriculture en 2002 avec le soutien de l'Ambassade de France à Kaboul.

Dès l'été 1994, de vastes programmes d'accès à l'eau et d'assainissement sont mis en œuvre par SOLIDARITES à Kaboul, la capitale. Ces programmes permettront à près de 700.000 personnes d'avoir

accès à l'eau potable et de disposer de conditions d'hygiène satisfaisantes. Ils auront permis la construction d'un millier de puits profonds, la réhabilitation de 27 réseaux d'adduction et de deux stations d'épuration. Le volet assainissement a pris en charge, entre autre, la construction de 50 fosses septiques, le drainage du canal de Wazir Abad, la collecte et la destruction de déchets médicaux contaminants. Ces programmes sont brusquement interrompus en juillet 1998, avec l'expulsion de la capitale des organisations humanitaires par les Taleban.

A partir de juillet 1998, l'action de SOLIDARITES en Afghanistan se concentre sur le programme de soutien agricole commencé en 1995 dans la vallée de Jalrez, et surtout la mise place de programmes d'aide d'urgence au profit de la population de la région du Hazaradjat, au centre du pays. Cette région, enclavée, soumise à un blocus et de violents combats, ne reçoit alors pratique-

ment pas d'aide humanitaire. SOLIDARITES va y mener, à partir de sa base à Bamyan, des distributions d'aide alimentaire destinées à des milliers de familles vulnérables et de veuves sans soutien. SOLIDARITES engagera également des programmes de reconstruction de routes et de ponts, afin de permettre l'approvisionnement des zones les plus enclavées. L'association prendra enfin en charge des programmes de réhabilitation de réseaux d'irrigation, de distribution de matériaux de reconstruction pour les maisons endommagées par les combats, et enfin un programme de soutien et de relance à l'agriculture, par le biais d'un centre agricole comparable à celui déjà mis en place dans la vallée de Jalrez. En janvier 2001, l'intensification des combats et par la suite l'interdiction d'accès qui nous est imposée par les Taleban avant la destruction des bouddhas de Bamyan en mars 2001, où nous sommes basés, nous amènent à interrompre momentanément nos programmes au Hazaradjat et à redéployer



SOLIDARITES

### Reconstruction de route

nos équipes et nos moyens à partir de la ville de Mazar-e-Scharif, au Nord de l'Afghanistan.

Le 9 septembre, le commandant Massoud est victime d'un attentat suicide, et le 11 septembre, l'organisation terroriste Al Quaida basée en Afghanistan avec le soutien des Taleban, perpétue les terribles attentats du World Trade Center à New York. En réaction, les forces américaines lancent une offensive en Afghanistan le 7 octobre, avec le soutien des forces afghanes de l'Alliance du Nord, dont le commandant Massoud était le chef. Le 13 novembre : les forces de l'Alliance du Nord entrent dans Kaboul, désertée par les Taleban.

Fin 2001 et en raison de la situation dramatique due à la sécheresse, SOLIDARITES poursuit ainsi son soutien aux familles de paysans de la vallée de Jalrez, dans le Wardak. Aussi et surtout, du fait de la rupture politique et des bouleversements qui ont accentué la vulnérabilité des populations les plus démunies, elle intervient, à partir de sa base à Mazar-I-Scharif, dans les provinces de Balkh, Samanghan, et Nord-Bamyan. Ces programmes permettent à 300.000 personnes, déplacées aussi bien que résidentes, de recevoir une aide alimentaire vitale, d'avoir accès à l'eau potable et de permettre l'irrigation de leurs terres par la reconstruction d'infrastructures rurales (puits, réseaux d'irrigation) et enfin de recevoir des semences destinées



Hien Lam Duc/SOLIDARITES

### Distribution d'aide alimentaire d'urgence en 2001

à la relance de l'agriculture. En 2002 et 2003, l'action de SOLIDARITES vise à répondre aux besoins vitaux des populations dans les zones parmi les plus affectées par la sécheresse et le conflit, et à les accompagner dans la phase de reconstruction. La phase d'urgence consistait en une assistance alimentaire, abris et produits de première nécessité. Parallèlement et ensuite, nous avons aidé ces populations à se réinstaller dans leurs régions d'origine, avec des programmes les impliquant (réhabilitation, reconstruction de l'habitat et de certaines infrastructures publiques, renforcement de la sécurité alimentaire, distribution de semences, génie rural). Enfin, un programme ambitieux de soutien à l'agriculture et l'élevage dans la région particulièrement vulnérable du Hazaradjat, au centre du pays, s'est développé. Le continuum urgence - reconstruction - développement est maintenant clairement établi. Enfin, pendant la période particulièrement difficile de l'hiver, une

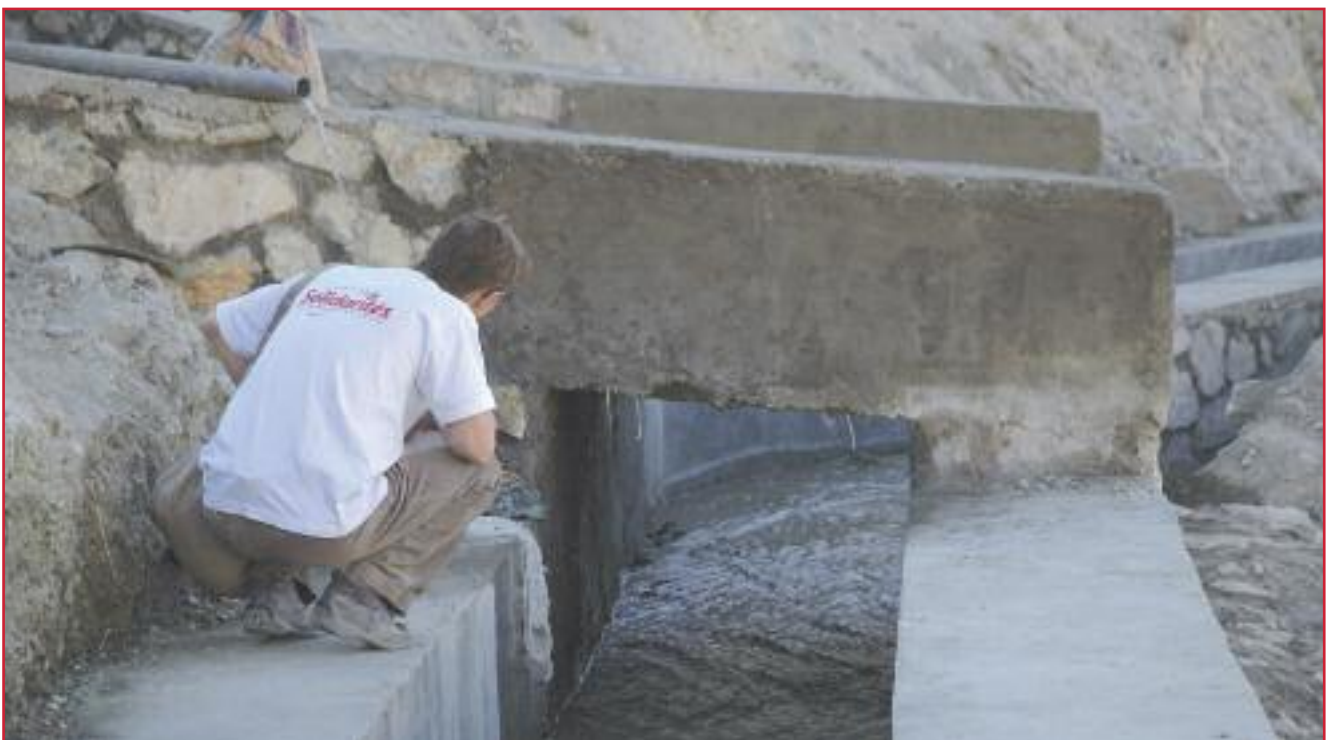
action spécifique, avec l'aide de bulldozers et de travailleurs afghans, est mise en place au Hazaradjat. Il s'agit, en déneigeant, de maintenir les routes ouvertes, et de permettre ainsi à l'aide, aux soins et aux échanges économiques d'atteindre les zones les plus isolées et vulnérables.

Au cours de l'année 2004 et en 2005, notre équipe met en œuvre une quinzaine de projets dans les domaines de l'eau, de la sécurité alimentaire et surtout de la réhabilitation. L'expérience acquise en Afghanistan nous permet de conduire des projets de développement audacieux mais adaptés, tout en restant présents et réactifs là où l'urgence se présente. Un exemple de ce type de programmes ambitieux est le projet sur 3 ans de réhabilitation de la plaine de Shaman, près de Yakawlang, destiné à endiguer les inondations et optimiser la production agricole de cette zone. Enfin, 2005 est l'année où SOLIDARITES, très présente dans le secteur de l'accès à l'eau

et l'assainissement sur la capitale entre 1994-98, y relance ses activités dans ce domaine vital, afin de lutter contre les épidémies dans les quartiers défavorisés.

SOLIDARITES confirme en 2006 sa transition de l'urgence vers la reconstruction entamée en 2005. En parallèle, le maintien d'une capacité de réponse aux crises humanitaires ponctuelles demeure pour nous un impératif. SOLIDARITES renforce son engagement dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Kaboul. Par ailleurs, SOLIDARITES s'engage en 2006 dans le « National Solidarity Program » (NSP) destiné, en partenariat avec le gouvernement afghan, à favoriser le développement rural et promouvoir la démocratie locale. Ces axes d'intervention se confirment et se développent en 2007 et 2008, notamment quant au deux secteurs essentiels de l'accès à l'eau et l'assainissement en zone urbaine (Kaboul), et de la sécurité alimentaire durable en zones rurales.

### L'équipe de SOLIDARITES en Afghanistan compte actuellement 7 volontaires expatriés et 135 Afghans



SOLIDARITES

Réhabilitation de canal d'irrigation

# Présentation de **SOLIDARITES**

## **SOLIDARITES : DE L'AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE A LA RECONSTRUCTION**

SOLIDARITES est une association d'aide humanitaire internationale qui secourt les populations victimes de conflits armés ou de catastrophes naturelles. Depuis 28 ans SOLIDARITES répond aux besoins humains vitaux : boire, manger et s'abriter en réalisant des programmes d'ur-

gence puis de reconstruction. Les missions de SOLIDARITES, composées actuellement de 170 volontaires et de plus de 1 500 personnels nationaux, sont aujourd'hui actives en Afghanistan, au Soudan (au sud du pays et au Darfour), au Burundi, au Libéria, en République Démocratique du

Congo (Nord Kivu, Ituri, Katanga), en Somalie, au Kenya, en République Centrafricaine, au Tchad, au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, et en Thaïlande auprès des réfugiés Birmans. En 2006, plus de 1,5 million de personnes ont été secourues par nos programmes humanitaires.

## **NOTRE ORGANISATION**

SOLIDARITES est une association selon la loi de 1901 en France. L'Assemblée Générale annuelle des adhérents élit le Conseil d'Administration (14 membres) qui élit lui-même le Bureau Directeur (6 membres dont le Président et le Trésorier). Le Bureau se réunit chaque mois et le CA chaque trimestre. Le Président est Pierre de La Bretesche, la Vice Présidente Sylvie Rosset et le Trésorier Gildas Poiré. Notre siège près de Paris à Clichy la Garenne comprend une cinquantaine de permanents, avec Alain Boinet comme Directeur Général et Fondateur.

SOLIDARITES est membre de VOICE qui regroupe une centaine d'ONG des pays membres de l'Union Européenne.



SOLIDARITES

## **DES PROGRAMMES HUMANITAIRES ADAPTÉS AUX BESOINS DES POPULATIONS :**

SOLIDARITES a développé depuis 28 ans une capacité à répondre à des situations complexes, où l'urgence, la post-urgence et la reconstruction se succèdent, et se mêlent parfois. Notre action répond à l'évolution des besoins, s'adapte à chaque contexte, dans le respect des cultures des populations. Notre démarche est fondée sur l'engagement humanitaire et la recherche de l'efficacité, portés par les

volontaires qui mettent en œuvre des compétences et un savoir-faire reconnu dans nos métiers qui sont : l'accès à l'eau potable et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la reconstruction.

Parmi ces métiers, notre expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable et l'assainissement est à la pointe de notre combat contre les maladies hydriques,

1re cause de mortalité au monde. Sur une centaine de programmes mis en œuvre par SOLIDARITES, la moitié sont, ou ont une composante, d'accès à l'eau potable et l'assainissement, allant par exemple de l'acheminement d'eau potable par camions ou du forage de puits en urgence, jusqu'à de vastes programmes de reconstruction de réseaux d'adduction d'eau ou d'irrigation.

**NOTRE BUDGET : PRÈS DE 37,5 MILLIONS D'EUROS POUR 2007**



SOLIDARITES

**SOLIDARITES**, 50 rue Klock, 92110 Clichy, France – Tél. : 01 80 21 05 05 – Fax : 01 80 21 05 99

---

Pour toute information complémentaire,  
consulter notre site Internet : [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)  
courriel : [info@solidarites.org](mailto:info@solidarites.org)